

CODE D'ETHIQUE ET DE CONDUITE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE - 3 JUILLET 2021

INDEX

Pr&eacutambule

1. Principes et valeurs

- 1.1. Vision
- 1.2. Mission
- 1.3. Valeurs

2. Norme de conduite ðique

- 2.1. Légalité
- 2.2. Honnétété, loyauté équité
- 2.3. Relations de travail
- 2.4. Impartialité et conflit d'intérés;
- 2.5. Tutelle de la santé et de la sécurité
- 2.6. Utilisation des biens et instruments
- 2.7. Utilisation et protection des données
- 2.8. Tutelle du patrimoine intellectuel
- 2.9. Pluralisme politique
- 2.10. Protection environnementale
- 2.11. Relations antidiscriminatoires e antisexistes
- 2.12. Tutelle des mineurs
- 2.13. Égalité de chances et traitement
- 2.14. Respect de l'intégrité personnelle
- 2.15. Consommation d'alcool et de drogues

3. Rapports avec tiers

- 3.1. Rapports avec les bénéficiaires
- 3.2. Rapports avec les partenaires
- 3.3. Rapports avec les bailleurs
- 3.4. Rapports avec les fournisseurs
- 3.5. Rapports avec les média
- 3.6. Rapports avec les sujets responsables du contrôle et révision

4. Gestion du Code

- 4.1. Diffusion du Code
- 4.2. Contrôle et application du code

Préambule

Le présent **Code d’Ethique et de Conduite établit** l’ensemble des droits, des devoirs et des responsabilités éthiques et sociales de ceux qui, à divers titres, sont impliqués dans la vie de l’Association et collaborent dans ses activités : organes statutaires, associées et associés, employées et employés, bénévoles et consultants. Il définit également les normes régissant les rapports avec des tiers : bénéficiaires, partenaires, fournisseurs, bailleurs de fonds, média, organes de révision, stakeholders. L’application et le respect du Code de la part de toutes personnes et entités impliquées est considéré élément incontournable pour la réalisation de toute activité, et COSPE onlus est responsable de sa diffusion et connaissance, en vue de prévenir actes et comportements non conformes, et d’identifier et sanctionner tout type de violation, de la part des collaborateurs directes et indirectes de l’Organisation, à l’encontre desquels seront prévues des actions basées sur la tolérance zéro.

Le **Code d’Ethique et de Conduite** fait référence aux principes énumérés et énoncés dans les conventions suivantes et dans les codes internationaux auxquels COSPE adhère : Déclaration Universelle des Droits de l’Homme des Nations Unies ; Convention ONU des Droits de l’Enfant ; Convention ONU pour les Droits des Femmes ; Conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail (OIT). À ceux-ci se reconduisent les documents suivants, approuvés par les organes statutaires COSPE, qui régissent de manière détaillée des matières spécifiques du Code : « Travailler à COSPE – Charte des Principes » ; « Code d’Ethique de tutelle des Enfants et Adolescents » ; « Code d’autoréglementation des activités de recherche et de récolte des fonds de nature privée ».

Toute variation du présent Code est soumise à l’évaluation et approbation de l’Assemblée Générale.

1 – Principes et Valeurs

Nous sommes une association privée, laïque et sans but lucratif, qui opère dans la coopération internationale en Italie et dans plus de vingt Pays dans le monde, à coté de milliers de femmes et hommes qui en partagent l’engagement quotidien à rendre cette Terre une maison commune dont se prendre soin, pour toutes les personnes et tous les peuples, pour toutes les espèces vivantes qui l’habitent.

1.1 Vision

Nous travaillons pour un monde à plusieurs voix, où la diversité soit reconnue comme le bien le plus précieux, où les personnes puissent vivre dignement, dans le plein respect de leurs droits et de leur dignité, et aient accès aux biens et services fondamentaux que la nature, la société et le développement économique peuvent offrir.

1.2 Mission

Nous promovons le dialogue et la collaboration entre personnes et peuples, en soutenant la recherche et la diffusion de solutions efficaces pour construire un monde de paix et d’accueil, avec plus de droits et démocratie, plus de justice sociale et durabilité environnementale, dans le but d’atteindre la parité entre femmes et hommes et la fin de toute discrimination.

1.3 Valeurs

Pluralisme. Nous promouvons le pluralisme culturel et politique et nous sommes ouverts au dialogue avec toute personne sans préjugés de nature idéologique, politique et religieuse.

Dignité. Nous sommes engagés à affirmer dans toute circonstance la dignité des personnes et à garantir égalité de chances pour tous, contre tout type de discrimination.

Rencontre. La rencontre avec chaque personne, chaque population, chaque tradition laïque et religieuse avec laquelle nous entrons en contact est pour nous une grande opportunité, et nous nous engageons à établir avec chacune d'entre elles des relations de respect, à en approfondir la connaissance, à en saisir les raisons et les valeurs.

Solidarité. Nous croyons dans la solidarité entre personnes et peuples comme fondement de l'organisation sociale et des relations internationales.

Transparence. Nous cherchons la transparence dans la gestion et communication de toutes nos activités et initiatives.

Changement. Nous croyons dans un changement qui bouge de la périphérie vers le centre et de bas en haut, en soutenant et en donnant voix à l'initiative des communautés locales, des associations et des mouvements de la société civile.

Collaboration. Nous réputons nécessaire, afin d'atteindre nos objectifs stratégiques, la collaboration avec des organisations et institutions qui partagent notre même vision.

2 – Normes de conduite éthique

2.1 Légalité

Tous ceux qui participent à la vie associative, exercent une activité professionnelle ou de bénévolat de la part de COSPE doivent respecter le principe de légalité et respecter les lois et les juridictions en vigueur dans l'Union Européenne, en Italie et dans tous les Pays dans lesquels l'Association intervient. Le même principe doit s'appliquer à toute organisation, entreprise, institution avec laquelle COSPE établit tout type de relation dans la réalisation de ses activités et dans la poursuite de ses objectifs.

2.2 Honnêteté, loyauté, équité

Honnêteté, loyauté et équité sont principes fondants de la vie interne et des relations externes de l'Association, auxquels les comportements de toute personne qui collabore à tout titre pour ou au nom de l'Association doivent s'orienter.

2.3 Relations de travail

COSPE considère ses collaboratrices et collaborateurs une valeur fondamentale pour l'Association et s'engage à en développer compétences et capacités, à en récompenser engagement et motivations, afin que chacune et chacun puisse exprimer au mieux ses propres potentialités.

Il en reconnaît les droits, et il se porte garante de leur plein respect dans le cadre de la législation en vigueur.

Il leur demande de partager la responsabilité d'un modèle de relations de travail cohérent avec les principes et les valeurs d'équité et solidarité à la base du pacte et du projet associatif de COSPE, et à collaborer activement pour en garantir l'efficacité et la durabilité économique.

Toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs sont éthiquement responsables de leurs comportements et conscients de représenter COSPE avec leurs propres actions.

2.4 Impartialité et conflits d'intérêt

Toute décision concernant les opérations et les activités de COSPE doit être adoptée pour le bien de l'Association et pour la poursuite de ses objectifs stratégiques, et basée sur évaluations objectives, et ne doit pas être influencée par l'attente de bénéfices personnels, directes ou indirectes. Pour garantir la pleine application de ce principe, chaque membre de l'Organisation s'engage à éviter des situations qui puissent configurer des conflits d'intérêts tels qui peuvent apporter préjudice à la capacité de décider, de manière impartiale et en pleine autonomie de jugement, à exclusive bénéfice de l'Association. A ce but il sera nécessaire d'utiliser le système de précautions et règles que COSPE mets à disposition pour identifier l'existence et/ou le risque de conflit d'intérêts, dans le cadre des procédures pour la sélection du personnel, des fournitures et des services.

Il reste devoir incontournable de toute personne participant et collaborant à divers titre à la vie et aux activités de l'Association de signaler aux Organes de Direction et à la Présidence les situations de conflit potentiel ou en cours, pour les évaluations et décisions opportunes.

2.5 Tutelle de la santé et de la sécurité

En matière de risque d'infractions, sauvegarde de la santé et sécurité des personnes, tutelle de la sécurité publique, COSPE s'engage à garantir que le poste occupé par toute opératrice et tout opérateur ou bénévole soit conforme aux accords et aux standards internationaux et aux lois et juridictions des Pays dans lesquels il est présent.

Dans ce cadre, chaque opérateur et opératrice a la responsabilité de mettre en place les corrects comportements et la mise en œuvre des prophylaxies et thérapies nécessaires qui assurent la santé et la sécurité personnelle et des autres, en s'en tenant scrupuleusement aux règles définies par COSPE aux niveaux centrale et des différents Pays.

2.6 Utilisation des biens et instruments

Les opératrices et opérateur doivent garantir la protection et la conservation des biens matériels et immatériels mis à leur disposition par COSPE, en tant que partie du patrimoine de l'Organisation. L'usage de

ces biens de la part des opérateurs est régi de manière exclusive pour le déroulement des activités de l'Organisation et pour les finalités autorisées par chaque poste.

2.7 Utilisation et protection des données

COSPE assure que les données personnelles et les informations dans son posses soient réservées et non accessibles à l'extérieur, dans le respect et en conformité avec les normes juridiques en matière de confidentialité. Par conséquent, les opérateurs et opératrices ne peuvent pas divulguer aux tiers les informations concernant le patrimoine de connaissances techniques, organisationnelles et financières de l'Organisation, ainsi que toute autre information non publique, fait exception pour les cas où une telle révélation soit demandée par la loi ou par d'autres dispositions internes.

2.8 Tutelle du patrimoine intellectuel

COSPE promut la recherche, l'idéation et la créativité à travers tous les opérateurs et toutes les opératrices dans le cadre de sa propre fonction spécifique. Cette activité est une valeur et patrimoine fondamentale de l'Organisation et tout le monde doit participer à son développement, ainsi que à sa tutelle pour en garantir la propriété, la protection, promotion, diffusion et valorisation.

2.9 Pluralisme politique

COSPE n'interfère pas dans les choix politiques de ses associés et associées, opérateurs et opératrices : dans ce domaine sont en vigueur les principes du respect de la liberté individuelle et de l'ouverture à la confrontation avec les différentes cultures dont les choix de chacun soient l'expression. En même temps, COSPE exige des comportements qui ne mettent pas en danger le pluralisme de l'Association, évitant de manière scrupuleuse tout acte ou situation qui puisse compromettre la nature et l'image d'organisme non-partisane.

2.10 Protection de l'environnement

COSPE s'engage à promouvoir dans ses sièges, dans ses procédures, parmi son personnel et ses partenaires, une conversion écologique de ses structures et de ses systèmes de gestion, des pratiques et des comportements des associés et associées, opérateurs et opératrices, pour réduire l'émission de CO2 et l'empreinte environnementale de l'Organisation et de ses activités. Aux organisations, institutions, entreprises avec lesquelles il établit des relations il demande le respect rigoureux des standards prévus dans les conventions et dans les traités internationaux en matière protection de l'environnement.

2.11 Relations antidiscriminatoires et antisexistes

COSPE s'engage à établir et diffuser dans toutes ses instances et à tout niveau, du langage aux comportements, des formes expressives et des pratiques qui favorisent le consolidation de relations caractérisées par une culture antidiscriminatoire et antisexiste.

2.12 Tutelle des mineurs

COSPE retient les principes contenus dans la Convention ONU sur les droits de l'enfance et de l'adolescence (Convention on the Rights of the Child – CRC) adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. L'Association, en application des principes susmentionnés, vise à l'amélioration de la manière dont le monde s'adresse aux enfants pour obtenir des changements immédiats et durables dans leurs vies afin que à chaque enfant soit garanti le droit à la survie, à la protection, au développement et à la participation.

2.13 Egalité de chances et traitement

COSPE garantit le respect des principes d'impartialité et non-discrimination face à toutes les personnes impliquées dans l'organisation, gestion et réalisation de ses activités. A ce but les organes de gouvernement et direction, tous les associés et toutes les associées, et tout le personnel s'engagent à garantir l'uniformité de traitement et d'égalité de chances, en faisant abstraction des différences de genre, âge, groupe ethnique, nationalité, religion, orientation sexuelle et invalidité, à agir de manière objective sans favoritisme dus aux liens familiaux ou affinités de tout type.

2.14 Respect de l'intégrité personnelle.

COSPE exige le respect de la personne, de sa dignité et de son intégrité physique et psychique, dans toutes les relations qui impliquent ses organes dirigeants, sa base associative, son personnel. En Italie et dans les Pays d'intervention, nul personne ne doit subir des intimidations par moyen de violence, physique et morale, menace, abus d'autorité et de pouvoir, abus d'une situation d'infériorité économique, physique ou psychique, ou d'une situation de nécessité. Ces types de comportements seront poursuivis avec détermination et rigueur dans toute situation et tout contexte, avec une attention particulière à ceux qui concernent la sphère sexuelle, où aucune forme de harcèlement ou comportement étranger aux critères d'équité et respect cohérents avec les valeurs de l'Association et en ligne avec l'Inter-Agency Standing Committee's Six Core Principles Relating to SEA ne sera pas tolérée.

COSPE est également engagé dans la prévention et sanction des tout comportement qui puisse se configurer comme violence morale et/ou persécution psychologique visant à vexer la personne et la dignité du personnel employé.

2.15 Consommation d'alcool et de drogues

Il est absolument interdit aux opérateurs et opératrices de COSPE de travailler sous l'influence de drogues, alcool, substances psychotropes et, plus en générale, toutes les substances illégales dans les Pays d'intervention. Aucune de ces substances n'est permise dans les bureaux et dans les structures de l'Organisation.

3 – Rapports avec tiers

3.1. Rapports avec les bénéficiaires

COSPE s'engage à partager sa propre vision et mission, les valeurs et les principes éthiques qui inspirent ce Code, avec tous les sujets économiques, sociaux et institutionnels qui, à tout titre, sont intéressés aux initiatives promues par l'Association. Egalement, il s'engage à impliquer tous les sujets impliqués dans les

activités des projets dans tous les moments du cycle de projet : dans la phase de définition des actions qui leurs intéressent, ainsi que dans la phase de suivi et évaluation, tout en garantissant une information rapide et transparente sur les activités et résultats.

3.2 Rapports avec les Partenaires

Dans le cadre de ses propres activités et de la poursuite de ses objectifs stratégiques, COSPE établit des rapports de collaboration et alliances avec les partenaire internationaux, nationaux et locaux, publiques et privés, qui concernent les aspects politiques et financiers. Le choix des partenaires se base sur les critères suivants :

- partage et acceptation des principes, normes et de la mission de COSPE, contenus dans ce Code ;
- indépendance des partis politiques ou gouvernements.

Les partenaires locaux doivent garantir la liberté et autonomie de décision par rapport aux objectifs et aux finalités de l'intervention spécifique et de l'action de COSPE, dans le cadre et dans les limites des accords établis dans la phase de conception de projet et de démarrage des activités. De la même manière, COSPE refuse de collaborer avec des partenaires impliqués dans des scandales ou pratiques de corruption publiquement connues.

3.3 Rapports avec les bailleurs de fonds

Pour la réalisation de ses projets et de sa propre activité institutionnelle, COSPE établit des relations avec différents bailleurs de fonds publiques ou privés, qui doivent se baser sur l'équité et la transparence. Aux entreprises privées qui souhaitent financer des projets ou actions promus par l'Association, il est requis de respecter les droits humains, des employés, de protéger l'environnement, possiblement en le prouvant par des pratiques ou codes de responsabilité sociale ou par des certifications internationalement reconnues. Une attention particulière sera réservée aux principes de tutelle des mineurs, d'égalité des chances et traitement, du respect de l'intégrité personnelle contenus dans ce Code. L'Association refuse les donations de matériels et d'argent de la part d'entreprises qui produisent ou commercent armements, matériels pornographique et tout ce qui est considéré porter offense à la personne humaine et à l'environnement. Egalement, COSPE refuse toute donation de la part d'organismes impliqués dans des scandales o pratiques de corruption publiquement connues.

3.4. Rapports avec les fournisseurs

Dans l'achat des biens, matériels, équipements ou prestation de services pour ses activités et projets, COSPE privilégiera, dans le respect de la bonne qualité, les opérateurs des Pays d'intervention. Les choix des fournisseurs et l'achat des biens et services sont effectués sur la base de procédures internes et des propres principes ISO 9001 ou dans le respect des engagements contractuels établis par les bailleurs, s'ils contiennent des règles plus restrictives. La connaissance et l'acceptation de la part des fournisseurs du Code, ainsi que leur respect des droits humains, droits du travail, protection de l'environnement, avec une attention particulière aux principes de tutelle des mineurs, de l'égalité de chances et traitement, du respect de l'intégrité personnelle contenus dans le Code est condition nécessaire pour la conclusion de chaque contrat.

La procédure d'achat des biens et services contient les modalités avec lesquelles COSPE demande à ses fournisseurs le respect des standards éthiques.

3.5 Rapports avec les média

Les communications de l'Organisation vers l'extérieur doivent être véridiques, complètes, précises et vérifiables. Les rapports avec les média sont de compétence des sujets désignés par les organes de direction, qui devront s'attacher aux dispositions établies par l'Organisation dans ses procédures. A chaque fois où il est requis de fournir à l'extérieur des informations concernant les objectifs, les résultats et les points de vue de COSPE, les opérateurs et opératrices doivent obtenir une autorisation de leur responsable, ainsi que à concorder les contenus avec la structure compétente. Egalement, la participation au nom de COSPE à comités, réseaux, associations tierces de tout type doit être régulièrement autorisée par écrit par l'organe de direction compétent.

3.6 Rapports avec les sujets responsables de l'activité de contrôle et révision

Les rapports avec les sujets responsables des activités de révision doivent suivre les principes d'intégrité, rapidité, exactitude et transparence. Aux mêmes tous les opérateurs et toutes les opératrices doivent prêter leur collaboration maximale. Il est par conséquent interdit d'occulter des informations ou fournir une fausse documentation attestant des mensonges ou empêcher et entraver le déroulement des activités de contrôle ou de révision de tels sujets.

4 Gestion du Code

4.1. Diffusion du Code

Le présent Code est publié sur le site internet www.cospe.org et est porté à la connaissance :

- de tous les associés et tous ceux qui ont un rapport de collaboration avec COSPE, en Italie et dans tous les Pays d'intervention ;
- des personnes, organisations, entreprises et institutions avec lesquelles COSPE établit une relation, à tout titre et à toute finalité.

Une déclaration attestant la connaissance et l'acceptation du Code d'Ethique et de ses normes doit être signée par tous ceux qui souhaitent s'associer à COSPE, et par tous ceux qui signent un contrat de collaboration et/ou de travail. Le Code d'Ethique est accessible et disponible pour tous ceux qui le requêtent, dans tous les sièges COSPE, en Italie et dans tous les Pays d'intervention, avec indication des personnes et des organes de direction, gouvernement et vigilance auxquels s'adresser pour signaler les cas d'infraction et de violation. Le conseil Directif et la Direction Générale de COSPE se portent garants et responsables de sa diffusion et connaissance.

4.2. Contrôle et application du Code

Pour le contrôle et l'application du Code d'éthique et de conduite, l'**Organisme de contrôle** est compétent, prévu par l'art. 30 du Dlgs 117/2017. L'**Organisme de contrôle**, réglementé par l'art. 23 des statuts du COSPE,

a parmi ses fonctions celle de surveiller l'observation de la loi, des statuts et du règlement interne, y compris le Code d'éthique et de conduite, et le respect des principes de bonne administration, également en référence aux dispositions du décret législatif du 8 juin 2001, n° 231, si applicable, ainsi que l'adéquation de la structure organisationnelle, administrative et comptable et son fonctionnement concret.

En particulier, en ce qui concerne le code d'éthique, les tâches de l'Organisme de Contrôle sont les suivantes:

- a) garantir l'effective adhésion aux principes contenus dans le Code Ethique de la part des collaborateurs et collaboratrices, membres du Conseil D'Administration, associées et associés ;
- b) garantir le respect des règles établies du Code pour les relations avec les bénéficiaires, partenaires, fournisseurs, bailleurs ;
- c) c. recevoir des rapports sur d'éventuelles violations du Code, évaluer leur bien-fondé et soumettre des conclusions aux organes directifs.

Lorsqu'une infraction présumée au Code constitue un cas de :

- maltraitance des enfants et des adolescents (article 2.12 Protection des mineurs) ;
- discrimination fondée sur le sexe, l'âge, le groupe ethnique, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap (art. 2.13 égalité des chances et de traitement) ;
- violence, qu'elle soit physique ou morale, l'abus d'autorité et de pouvoir ou l'abus d'une situation d'infériorité économique, physique ou psychique ou d'une situation de besoin, les comportements de harcèlement et de nuisance dans le domaine de la sexualité (art. 2.14 respect de l'intégrité personnelle) ;

Cospe veillera à ce que la victime d'un tel comportement soit facilitée et protégée non seulement en ce qui concerne la procédure de signalement interne prévue dans le présent point, mais aussi au cas où la victime souhaiterait engager une action en justice.

Les personnes qui ont fait preuve d'obstruction ou de négligence ou qui ont causé des retards dans le signalement à l'organe de contrôle d'infractions et de violations présumées du code sont signalées par le biais de cette même procédure de signalement et de traitement.

La procédure de signalement et de traitement des infractions et violations présumées du Code sera élaborée selon les étapes suivantes :

Phase de **signalement** d'un soupçon d'infraction et de violation du Code :

- l'infraction et la violation présumées sont signalées aux représentants nationaux et au directeur des ressources humaines de Cospe.
- ces derniers, s'ils estiment que l'infraction et la violation présumées sont fondées ou que l'affaire n'est pas facilement et rapidement résolue, en font part directement à l'Organe de contrôle, par le biais d'un courrier électronique à l'adresse électronique appropriée organodicontrollo@cospe.org.
- Si un sujet (partenaire, financier, etc.) externe à Cospe signale ou en cas de : a) absence de réponse ou réponse tardive ; b) raisons pouvant affecter l'impartialité des représentants du pays ; c) réponse qui n'est

pas considée comme compléte, exhaustive ou satisfaisante, l'infraction et la violation présumées seront directement signalées à l'Organe de Contrôle par le biais d'un e-mail à l'adresse électronique appropriée.

Phase **d'enquête préliminaire** :

Suite au rapport reçu, une enquête préliminaire sera ouverte, coordonnée par l'organisme de contrôle avec la collaboration des organes de gestion. Les résultats de l'enquête préliminaire seront transmis au Conseil d'administration.

Phase de **gestion du rapport/décision** :

L'Organe de contrôle, en cas de constatation de non-respect et de violation des principes et des r&eegr;gles établis par le Code d'éthique et de conduite, définira les décisions à prendre, tant en termes de mesures correctives que de sanctions, en tenant compte de la gravité des accusations. Les mesures prises peuvent également inclure des initiatives en faveur des éventuelles victimes des infractions commises, telles que la prise en charge partielle ou totale des frais de justice.

Phase de **rapport** :

L'Organisme de Contrôle établira un rapport qui sera transmis à la Direction, au Conseil d'Administration et aux personnes directement concernées, dans le respect de la protection de la vie privée des personnes impliquées et selon les crit&eegr;res et les dispositions du présent Code et des lois en vigueur.